

***Bureau de l'Information
documentaire du CGDD
Bulletin de veille du CRDD***

N° 03/ 2018

Octobre 2018



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

**Le CRDD – Bureau de l'Information documentaire
Centre de ressources du développement durable**

Tour Séquoia 21.19
92055 La Défense cedex
Tél. : 01 40 81 17 93

crdd@developpement-durable.gouv.fr

Ouvert de 9h à 17h30

Son site internet

www.crdd.developpement-durable.gouv.fr

Vous y trouverez entre autres :

– le bulletin de veille

– la base Témis

- | | |
|---------------------|---|
| - 80 000 références | - d'études |
| | - d'ouvrages |
| | - de documents statistiques |
| | - Rapports de recherche du ministère |
| | - d'articles de presse spécialisée |
| - texte intégral | - d'une sélection d'études et de statistiques |

Tous les documents présentés dans le bulletin de veille sont disponibles au CRDD

Sommaire

OUVRAGES – ÉTUDES – ARTICLES

[Généralités](#)

Administration

Économie

Statistique

[Aménagement](#)

Construction – Logement

Urbanisme – Villes

[Développement durable](#)

[Environnement](#)

Droit de l'environnement

Économie de l'environnement

Milieu naturel

Pollution – Nuisances

[Recherche – innovation](#)

[Société](#)

[Tourisme](#)

[Transport](#)

Politique du transport

Transport de voyageurs

SÉRIES STATISTIQUES – Mises à jour

[Généralités](#)

Économie

[Aménagement](#)

Construction – Logement

[Développement durable](#)

[Énergie – Matières premières](#)

Énergie renouvelable

Politique de l'énergie

[Environnement](#)

Économie de l'environnement

[Recherche – innovation](#)

[Transport](#)

Économie du transport

Transport maritime – Port maritime

Transport routier de marchandises

VIENT DE PARAÎTRE AU CGDD

[Aménagement](#)

Construction – Logement

[Développement durable](#)

[Énergie – Matières premières](#)

Énergie renouvelable

[Environnement](#)

Économie de l'environnement

Milieu naturel

Politique de l'environnement

[Transport](#)

Économie du transport

Transport routier de marchandises

OUVRAGES – ÉTUDES – ARTICLES

GENERALITES

ADMINISTRATION

- 23793 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
La donnée : un nouveau bien essentiel pour la transition écologique et solidaire et la cohésion des territoires.
40 actions de la feuille de route 2018-2019.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/missions-du-superviseur-general-des-donnees#e0>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 27 p., ann.
- Cette feuille de route de la supervision générale des données se décline en quarante mesures organisées autour de quatre axes :*
- Favoriser la diffusion et le partage de la donnée au sein du pôle ministériel.
 - Connaître nos propres données.
 - Développer les outils.
 - Répondre aux enjeux de protection, de sécurité et de traçabilité des données.
- 23796 DREYFUS (B), DUPARAY (G), FONTAINE (F)
Vademecum collectivités locales et territoriales.
Asnières, Arnaud Franel éditions, 2018 - 216 p.
col. : *Vademecum*
- À travers des fiches synthétiques, ce mémento explique les compétences dévolues aux collectivités territoriales depuis la loi Notre. Conçu de manière pédagogique, il éclaire également sur le fonctionnement des collectivités locales en général et permet ainsi de mieux appréhender les réformes en cours.*
- 23787 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
Commande publique responsable : un levier insuffisamment exploité.
<http://www.lecese.fr/travaux-publies/commande-publique-responsable-un-levier-insuffisamment-exploite>
Paris, Journal officiel, 2018 - 87 p., ann., bibliogr., graph.
col. : *Avis et rapports n° 2018-06*
- Cette étude établit un premier bilan de la réforme de la commande publique et réfléchit aux pistes d'amélioration qui permettront de l'inscrire durablement dans une dynamique vertueuse. Elle examine dans un premier temps le nouveau cadre juridique de la commande publique responsable afin d'en rappeler les notions clés et présente un état des lieux de sa mise en œuvre et des pratiques observées auprès des différentes parties prenantes. Enfin, elle regroupe les pistes de réflexion que le CESE souhaite porter en vue d'optimiser le potentiel offert par le nouveau cadre juridique de la commande publique.*

ÉCONOMIE

- 19391 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Comment va la vie ? Mesurer le bien-être. 2017.
<http://www.oecd.org/fr/statistiques/comment-va-la-vie-23089695.htm>
Paris, OCDE, 2018 - 489 p., bibliogr., graph., tabl., ann.
- Ce rapport brosse un tableau complet du bien-être dans les pays de l'OCDE et dans d'autres grandes économies, en observant les conditions de vie matérielle et la qualité de vie des personnes à travers la population. Il examine les aspects les plus importants qui façonnent le bien-être et la vie des gens (revenu, emploi, logement, santé, travail et équilibre vie professionnelle-vie privée, éducation, liens sociaux, engagement civique et gouvernance, environnement, sécurité personnelle et bien-être subjectif). Le rapport 2017 examine les différentes facettes des inégalités, démontrant que les lacunes dans les réalisations et opportunités des personnes ont un impact direct sur les différentes dimensions du bien-être. Elle révèle des disparités dans tous les pays de l'OCDE et décompose les résultats en fonction de l'âge, du sexe et du niveau d'études. Elle met également en évidence les nombreux freins au bien-être auxquels sont confrontés les immigrés lorsqu'ils essaient de s'adapter dans leur nouveau pays. Le rapport examine aussi le point de vue des citoyens sur les institutions, dévoilant les écarts entre les pouvoirs publics et les gens qu'ils servent. Enfin, à travers 41 fiches, il dresse un bilan pays par pays, identifiant les forces, défis et changements du bien-être au fil du temps.*
- 23819 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Technologies transformatrices et emplois d'avenir. Rapport de référence en vue de la Réunion des ministres de l'Innovation du G7 sous la présidence canadienne. Montréal, Canada 27-28 mars 2018.
Paris, OCDE, 2018 - 30 p., graph., bibliogr.
col. : *Avis et rapports*
- Le présent rapport met l'accent sur les incidences de la transformation numérique sur les emplois et la productivité. Il a été conçu pour éclairer la discussion des ministres de l'Innovation au sommet du G7 de mars 2018 dans le cadre du volet sur l'innovation et l'emploi. Ce rapport propose des préconisations autour de quatre axes majeurs :*
- L'incidence des technologies transformatrices sur l'économie et les sociétés : une transformation numérique de grande envergure doit impacter tous les secteurs économiques, celle-ci se caractérise par la connectivité presque universelle et l'omniprésence de l'informatique, elle est fondée sur la production et l'utilisation d'une vaste quantité de données.*
 - Tirer parti des avantages de l'intelligence artificielle pour mieux comprendre ses répercussions sur la société et l'économie. De manière générale, il incombe d'appréhender au mieux le rôle des technologies numériques comme vecteur d'inclusion sociale.*
 - Adapter les compétences et les emplois en favorisant des emplois d'avenir en adéquation avec la transformation numérique et par la mise en place de politiques facilitant la réaffectation des travailleurs dans l'ensemble des entreprises, des secteurs d'activités et des régions.*
 - Améliorer la mesure de la transformation numérique en s'appuyant sur des données fiables et solides dans ces domaines.*
- 20028 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
BLANCARD (P), VILAIN (F), COUDERC (AM)
Rapport annuel sur l'état de la France. Mieux investir pour la France.
<http://www.lecese.fr/content/rapport-annuel-sur-letat-de-la-france-2018-mieux-investir-pour-la-france>
Paris, Journal officiel, 2018 - 141 p., tabl., graph., bibliogr., cartes, ann.
col. : *Avis et rapports n° 2018-16*
- L'édition 2018 estime ainsi dans le projet d'avis que les plans d'investissements nationaux et européens sont sous-dimensionnés. Ce rapport préconise qu'un effort significatif d'investissement pour améliorer les conditions de vie des Françaises et des Français soit fait, pour faire face aux enjeux liés à la transition écologique et énergétique, de révolution numérique et de lutte contre le chômage. Ces investissements ne peuvent se concevoir sans concilier discipline budgétaire et maîtrise de l'endettement. Le CESE présente de nombreuses préconisations pour construire un avenir ambitieux.*

Ce rapport présente un diagnostic de la situation économique, sociale et environnementale du pays en s'appuyant sur les dix "nouveaux indicateurs de richesse" complémentaires au PIB retenus par le gouvernement. Ils permettent une observation plus fine autour de trois enjeux majeurs : la cohésion sociale, la préparation de l'avenir et la qualité de vie.

- 23812 OBSERVATOIRE DES INEGALITES, FONDATION ABBE PIERRE, ALTERNATIVES ECONOMIQUES
BRUNNER (A), MAURIN (L)
Rapport sur les inégalités en France. Edition 2017.
Paris, Observatoire des inégalités, 2017 - 175 p., tabl.

Les inégalités sont au cœur du débat public mais l'information reste parcellaire et désordonnée. Les informations demeurent réservées aux spécialistes d'où l'idée de présenter au grand public un panorama complet des inégalités en France, à travers un ensemble de données faciles d'accès et actualisées. Des revenus à l'école, en passant par la santé, le logement, l'emploi, les inégalités entre les femmes et les hommes ou les catégories sociales, cet ouvrage fait le point sur la situation à travers des chiffres récents et constitue un document d'expertise indépendant de l'institution publique.

- 23827 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Institutions supérieures de contrôle des finances publiques et bonne gouvernance. Supervision, conseil et prospective. Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique.
Paris, OCDE, 2017 - 174 p., tabl., graph., bibliogr.
col. : Avis et rapports

Ce rapport répertorie les activités de 10 institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) : celles de l'Afrique du Sud, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Corée, des États-Unis, de la France, des Pays-Bas, de la Pologne et du Portugal. Il étudie en particulier comment ces institutions supérieures de contrôle évaluent les étapes clés du cycle des politiques publiques ainsi que les programmes et politiques qui en découlent. Ces instances de contrôle ont la capacité d'aller plus loin que leur rôle traditionnel de supervision pour fournir des informations contribuant à l'élaboration de politiques publiques. Ce rapport présente des exemples et des études de cas d'activités des institutions supérieures de contrôle qui prennent en compte et soutiennent l'intégration de bonnes pratiques internationales dans la formulation, la mise en place et l'évaluation des politiques et programmes publics. Il donne des indications aux institutions supérieures de contrôle existantes cherchant à développer leurs activités de supervision, de conseil et de prospective tout en prenant en compte leur stratégie interne ainsi que les défis et acteurs des politiques publiques propres à leur environnement.

STATISTIQUE

- 23804 DUBE (J), LEGROS (D)
Économétrie spatiale appliquée des microdonnées.
Londres, ISTE Editions, 2014 - 217 p., bibliogr., ann., index

Cet ouvrage propose une analyse progressive et complète de la réalité spatiale et spatio-temporelle des microdonnées (consommateurs et entreprises). Il expose la construction de matrices de pondérations, le calcul de statistiques descriptives, puis conclut sur une présentation détaillée des types de modèles existants. Des exemples détaillés sont présentés à la fin de chacun des chapitres, permettant de faire le lien entre la théorie et la pratique. Econométrie spatiale appliquée des microdonnées s'adresse à un public ayant des bases en économétrie et désirent s'initier à l'économétrie spatiale.

- 23807 ANSELIN (L)
Spatial Econometrics : Methods and Models.
Pays-Bas, Springer Science Business Media, 1988 - 284 p., bibliogr., index
col. : *Studies in Operational Regional Science*

Cet ouvrage porte essentiellement sur la dépendance spatiale et l'hétérogénéité spatiale.

Dans cet ouvrage, plusieurs résultats de recherche récents sont combinés pour former une approche globale de l'incorporation des effets spatiaux en économétrie. L'accent est mis sur la façon dont les problèmes spatiaux peuvent être considérés comme des cas particuliers de cadres généraux en économétrie standard, et comment ces problèmes nécessitent un ensemble distinct de méthodes et de techniques. L'originalité de ce livre repose sur l'objet même de son étude car aucun autre traitement statistique des effets spatiaux n'a combiné une approche économétrique rigoureuse avec un traitement complet des problèmes méthodologiques dans l'analyse spatiale. Il contient également plusieurs nouvelles méthodes et découvertes non publiées d'où son intérêt pour les chercheurs en science régionale, en géographie analytique et en économétrie appliquée.

AMÉNAGEMENT

CONSTRUCTION – LOGEMENT

23800

BECHADE (A), MALLE (R)

Économie immobilière. Approches comportementales et financières.

Paris, Economica, 2016 - 179 p., graph., tabl.

col. : *L'immobilier en perspectives*

L'immobilier dépend beaucoup de nos comportements, de nos actions et de nos réactions. Ainsi, les réactions comportementales ont une place importante dans l'économie immobilière. Après une première partie dédiée aux théories comportementales et à la sociologie appliquée à l'immobilier, dans laquelle Alain Béchade souligne que le secteur se tourne désormais vers une valeur d'échange et non plus d'usage, conséquence de la financiarisation du milieu, Robert Malle aborde les méthodes, les outils et les applications de la finance immobilière.

URBANISME – VILLES

23799

Demain, la Ville.

Paris, 2018 - 111 p., fotogr.

Prospective stratégique (47)

Cette étude met en évidence les enjeux de la ville de demain sur le plan environnemental, socio-économique et culturel. À cet effet, la ville doit relever d'impérieux défis notamment celui d'intégrer le citoyen à l'espace urbain afin qu'il ait la capacité de le construire au quotidien tout en préservant sa liberté et sa vie privée.

La ville de demain sera sans conteste à la fois numérique, plus respectueuse de l'environnement, arborée, culturelle, participative et surtout au service de l'Homme.

23817

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

JAEGER (A)

La nature en ville : comment accélérer la dynamique ?

<https://lecese.fr/travaux-publies/la-nature-en-ville-comment-acceler-la-dynamique>

Paris, Journal officiel, 2018 - 69 p.

col. : *Avis et rapports n° 2018-21*

La « Nature en ville » est au cœur des enjeux contemporains. En assurant des services écologiques majeurs (réduction des pollutions, des îlots de chaleur, des eaux de ruissellement...) dans un milieu urbain toujours plus dense et minéral, la nature sous toutes ses formes est indispensable pour faire face aux défis environnementaux que sont le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité mais aussi pour contribuer à un cadre de vie plus agréable et répondre aux enjeux de santé humaine. Pour accélérer la dynamique de « renaturation » des villes, le présent avis souhaite mettre l'accent sur la nécessité d'inclure la nature dans l'ensemble des politiques publiques et d'en faire un élément structurant de l'aménagement urbain. Le CESE insiste sur l'enjeu social de la « nature en ville », qui doit répondre aux besoins des habitantes et habitants mais qui doit aussi contribuer à la solidarité des villes avec les campagnes qui ne cessent d'être artificialisées du fait de l'étalement urbain.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

INSTITUT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES
DEMAILLY (D), HEGE (E)

Les ODD : une base légitime pour les grands débats européens du moment.

<https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/propositions/les-odd-une-base-legitime-pour-les-grands-debats-europeens>

Policy brief IDDRI n° 01, p. 1-4

18/03/2018

23794

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

Policy Coherence for Sustainable Development 2018 towards sustainable and resilient societies.

<http://www.oecd.org/about/sge/policy-coherence-for-sustainable-development-2018-9789264301061-en.htm>

Paris, OCDE, 2018 - 232 p., graph., tabl.

L'Agenda 2030 est une responsabilité universelle et collective qui couvre tous les niveaux : mondial, national et territorial. Pour relever les défis de la politique mondiale dans un monde complexe et interconnecté, la cohérence des politiques sera la clé. Un système multilatéral plus cohérent sera essentiel pour concilier et réaliser les transformations économiques, sociales et environnementales nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

L'édition 2018 de la cohérence des politiques pour le développement durable montre comment des politiques intégrées et cohérentes, soutenues par de solides mécanismes institutionnels, peuvent contribuer à la « transformation vers des sociétés durables et résilientes ». Le rapport applique les éléments institutionnels, analytiques et de suivi du cadre de « cohérence des politiques pour le développement durable » afin d'identifier les défis et les opportunités auxquels les gouvernements sont confrontés dans la mise en œuvre des ODD, tant au niveau national qu'au niveau mondial.

Le rapport propose huit éléments de base pour renforcer la cohérence des politiques en faveur du développement durable (ODD 14 et 17) et identifie les bonnes pratiques institutionnelles émergentes en s'inspirant des travaux récents de l'OCDE, des enquêtes nationales et des examens nationaux volontaires. Il comprend 19 profils de pays et propose des options pour suivre les progrès en matière de cohérence des politiques pour le développement durable au niveau national.

23808

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, PARTENARIAT FRANCAIS POUR L'EAU

Agir pour l'eau dans les objectifs de développement durable. Solutions françaises.

<https://www.partenariat-francais-eau.fr/production/le-guide-defieau2030-agir-pour-leau-dans-les-objectifs-de-developpement-durable/>

Paris2018 - 28 p., ill.

Ce guide pratique est à l'initiative du Partenariat Français pour l'Eau, plateforme de référence des acteurs français de l'eau à l'international. Il s'adresse à un large public, explique les cibles Eau de l'Agenda 2030 et présente les solutions des acteurs français de l'eau pour l'atteinte de ces cibles.

23810

CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION STATISTIQUE

EGHBAL-TEHERANI (S), VEY (F), MORARD (V)

La déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable.

<https://www.cnis.fr/instances/groupe-de-travail-declinaison-francaise-des-indicateurs-des-objectifs-de-developpement-durable/>

Paris, CNIS, 2018 - 156 p., ann., tabl., bibliogr.

col. : Avis et rapports

Pour éclairer les stratégies publiques et privées, il importe d'avoir des éléments chiffrés permettant de suivre de manière objective les objectifs de développement durable dans toutes leurs dimensions.

Le groupe de travail du CNIS composé de membres d'horizons divers (société civile, organisations syndicales, associations, ONG, collectivités territoriales, chercheurs et experts, observatoires, producteurs de statistiques publiques, directions d'administration centrale des ministères ou établissements publics), propose dans ce rapport un tableau de bord composé de 98 indicateurs adaptés aux priorités et spécificités nationales et couvrant, de manière équilibrée, les 17 objectifs de développement durable. En outre, ce rapport formule également des recommandations soit générales, soit par objectif.

23828

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Mainstreaming Biodiversity for Sustainable Development. Policy Highlights.

Paris, OCDE, 2018 - 17 p., fotogr., graph., tabl.
col. : Avis et rapports

La nécessité d'intégrer la biodiversité dans la croissance économique et le développement est de plus en plus reconnue et s'intègre complètement dans les objectifs de développement durable. S'appuyant sur des expériences et des points de vue de 16 pays développés et en développement, le présent rapport examine la manière dont la biodiversité est intégrée dans quatre domaines :

- au niveau national, y compris les plans de développement nationaux et autres stratégies ;*
- dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ;*
- dans la coopération au développement ;*
- dans le suivi et l'évaluation de la biodiversité et dans la manière dont cela pourrait être amélioré.*

23803

COMITE 21, MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE, CAISSE DES DEPOTS, AGENCE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITE, VEOLIA, LA POSTE SCHONFELD (S), LAVILLE (B), VALLERAY (J)

Appropriation des ODD par les acteurs non étatiques français.

Paris, Comité 21, 2018 - 136 p., ill.
col. : Avis et rapports

Ce rapport dresse l'état des lieux de la connaissance et de l'utilisation des Objectifs de développement durable (ODD) par les organisations françaises, que ce soit dans leurs actions en France ou à l'international. Deux analyses complémentaires se succèdent : une première partie propose une étude transversale, acteur par acteur, alors qu'une deuxième partie se concentre sur les six ODD passés en revue par l'ONU lors du Forum Politique de Haut Niveau (FPHN).

23789

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Coopération pour le développement 2017. Données et développement.

<http://www.oecd.org/fr/cad/cooperation-pour-le-developpement-rapport-20747748.htm>
Paris, OCDE, 2017 - 343 p., ann., graph., tabl.

L'édition 2017 du rapport Coopération pour le développement a pour thème « Données et développement » et établit une corrélation entre l'impact des données et la mise en perspective des Objectifs de développement durable. La révolution des données transforme le mode de fonctionnement des économies et des sociétés dans le monde entier. Ainsi, les Objectifs de développement durable conjugués à la révolution des données offrent de nouvelles opportunités : des données plus nombreuses et de meilleure qualité peuvent contribuer à encourager une croissance inclusive, à combattre les inégalités et à lutter contre le changement climatique. Ces données sont également cruciales pour mesurer et suivre les progrès réalisés au regard des Objectifs de développement durable. Pour autant, on observe une faible capacité des pays en développement à produire les données dont les responsables de l'action gouvernementale ont besoin pour disposer des résultats concrets, visibles et durables dans le domaine du développement. Ce rapport propose donc des actions prioritaires et recense les bonnes pratiques qui aideront les responsables de l'action publique et les fournisseurs d'aide au développement à combler la fracture mondiale des données, en particulier par le renforcement des systèmes statistiques dans les pays en développement. L'intérêt étant d'obtenir de meilleures données pour des meilleures politiques et une vie meilleure.

- 23785 ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LA SCIENCE, L'ÉDUCATION ET LA CULTURE
Les villes apprenantes et les ODD : Guide d'action.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002604/260443f.pdf>
Paris, UNESCO, 2017 - 24 p., ann.
- Ce guide d'action est l'émanation de mesures prises dans le cadre de la Conférence internationale sur les villes apprenantes, qui s'est tenue du 18 au 20 septembre 2017 à Cork, en Irlande, intitulée « Objectifs mondiaux, actions locales : Vers l'apprentissage tout au long de la vie pour tous en 2030 ». Il dresse l'inventaire d'approches concrètes à adopter pour le développement de villes apprenantes écologiques et saines, égalitaires et inclusives favorisant le développement de conditions de travail et d'entrepreneuriat décentes dans les villes apprenantes. Il rassemble également des exemples de bonnes pratiques qui illustrent la diversité des initiatives et reflètent les différents contextes et stades de développement auxquels sont confrontées les villes. Les problématiques directrices du Plan d'Action abordent des sujets importants en rapport avec les objectifs de développement durable. Ce guide d'action entend servir aux villes apprenantes pour qu'elles puissent évaluer par elles-mêmes leurs activités en cours et définir les besoins potentiels de mesures à mettre en œuvre.*
- 23821 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
GALITPOULOU (S), NOYA (A)
Favoriser le développement des entreprises sociales. Recueil des bonnes pratiques.
Paris, OCDE, 2017 - 265 p., bibliogr.
- Les entreprises sociales sont depuis longtemps des agents de croissance inclusive et de démocratisation de la sphère économique et sociale et elles ont toujours prouvé leur résilience face aux difficultés économiques en relevant les défis socio-économiques de manière innovante, en réintégrant les individus dans le marché du travail et en contribuant à la cohésion sociale en général. Le présent recueil tire les leçons des politiques d'aide au développement des entreprises sociales à partir de l'analyse de 20 initiatives menées dans plusieurs pays membres de l'UE, couvrant tout un éventail de domaines d'action politique allant des cadres juridiques au financement, en passant par l'accès au marché, et de structures de soutien, jusqu'aux questions de formation et de compétences.*
- 23801 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE, CAISSE DES DEPOTS
BEDHIAF (N), BENHAMED (R), CARTERON (JC), JOUHANEAU (M), JUHEL (S), LEROY (C), LOUIS (CA), MAJOU (G), POUTRAIN (M), PRUSSAK (F), SZCZECH (PF), TORD (A), WATIER (A)
Objectifs de développement durable, quelles contributions des métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche en France ?
- Pour contribuer aux objectifs de développement durable, l'enseignement supérieur français a fait le pari de l'intelligence collective pour rédiger un guide consacré à ses métiers et à leurs relations avec les objectifs de développement durable. Fruit d'une collaboration entre les différents acteurs professionnels de l'enseignement supérieur, ce guide est composé de deux parties : la première retrace l'engagement historique de l'enseignement supérieur en faveur du développement durable depuis le Grenelle de l'Environnement jusqu'aux ODD. La seconde partie porte sur l'appropriation des ODD et les enjeux à relever à travers 14 fiches métier. Chaque fiche propose des exemples (avec les ODD auxquels chacune contribue) et apporte le témoignage d'acteurs interrogés faisant part de leur engagement dans le cadre de leur métier.*

ENVIRONNEMENT

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

- 20692 CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Rapport annuel 2017 de l'Autorité environnementale.
<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/les-rapports-annuels-de-l-ae-r276.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2017 - 60 p.
- Le rapport 2017 a rendu 96 avis, soit un peu moins que les années précédentes, ce qui s'explique notamment par les premiers effets mesurables des ordonnances de 2016 qui ont modifié le cadre réglementaire des études d'impact systématique au cas par cas. Une décision significative du Conseil d'État datée du 06 décembre 2017 stipule que les préfets n'ont plus vocation à être désignés comme autorité environnementale, en conséquence les rôles et missions de l'Autorité sont d'autant plus renforcés.*
- 23818 DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, UNIVERSITE Nantes, CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
AUDRAIN DEMEY (G), FOUCHER (K), LORMETEAU (B), STRUILLON (JF), HUTEN (N), DELFOUR (O), MENARD (A), VAN LANG (A), GUALDRON (DC), MAILLARD (N)
Les apports de la loi Biodiversité du 8 août 2016. Actes de la journée d'étude du 15 mars 2017.
Paris, Victoires éditions, 2018 - 50 p.
Droit de l'environnement (Hors série)
- *Les apports de la loi Biodiversité du 8 août 2016.*
 - *L'avènement de nouveaux principes en droit de l'environnement : non-régression et solidarité.*
 - *La consécration législative du préjudice écologique.*
 - *La prise en compte de la biodiversité par le droit de l'urbanisme. L'apport de la loi du 8 août 2016.*
 - *Le paysage dans la loi pour la reconquête de la biodiversité.*
 - *La loi Biodiversité, une contribution en demi-teinte au déploiement des aires marines protégées.*
 - *Les obligations réelles environnementales.*
 - *Les zones prioritaires pour la biodiversité.*
 - *La création par la loi Biodiversité d'un régime pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.*
 - *Le principe de complémentarité entre l'environnement et l'agriculture.*
 - *La « reconquête de la biodiversité » implique-t-elle une considération de l'animal ?*
 - *La mise en place de l'Agence française de la biodiversité*

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

- 23790 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
MCCARTHY (A), DELLINK (R), BIBAS (R)
The Macroeconomics of the Circular Economy Transition. A critical review of modelling approaches.
https://www.oecd-ilibrary.org/environment/the-macroeconomics-of-the-circular-economy-transition_af983f9a-en
Paris, OCDE, 2018 - 53 p., graph., tabl., bibliogr.
col. : *OECD Environment Working Papers* n° 130
- Ce rapport passe en revue la littérature existante sur la modélisation des conséquences macroéconomiques de la transition vers une économie circulaire. Il donne un aperçu de l'état actuel de la technique sur les politiques de modélisation pour améliorer l'efficacité des ressources et la transition vers une économie circulaire en examinant 24 évaluations fondées sur la modélisation d'une transition de l'économie circulaire.*

- 23786 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
DUVAL (G), CHARRU (M)
Comment accélérer la transition écologique ? Avis sur la mise en œuvre de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).
<http://www.lecese.fr/content/comment-accelerer-la-transition-energetique-le-cese-rendu-ses-preconisations>
Paris, Journal officiel, 2018 - 138 p., ann.
col. : *Avis et rapports* n° 2018-04
- La France s'est engagée à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050. En 2015, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a précisé les modalités de cette profonde mutation de nos modes de production et de consommation. Trois ans après, le CESE dresse un premier bilan de sa mise en œuvre. Parmi ses nombreuses préconisations, il recommande entre autres de porter à 15 % l'utilisation des énergies renouvelables par les citoyens et les collectivités territoriales en 2030 à condition que ces dernières disposent de moyens supplémentaires pour assurer leur mission. Cet avis porte également une attention particulière aux questions relatives aux compétences, aux qualifications et à la formation professionnelle, facteurs clés de la transition.*
- 23806 MAZZUCATO (M)
The value of everything. Making and taking in the global economy.
Londres, Allen Lane, 2018 - 358 p., graph., index, bibliogr.
- L'auteur préconise de repenser la valeur telle qu'elle est conçue dans le modèle capitaliste actuel. Il est urgent de repenser l'origine de la richesse, de revoir les activités inhérentes à sa création et à sa destruction. Il incombe donc de trouver des réponses à ces questions consubstantielles au modèle économique actuel pour le remplacer par un capitalisme plus durable. « La valeur de tout » relance un débat nécessaire et salutaire sur le choix du monde dans lequel nous voulons vivre.*
- 23830 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, MINISTERE DE L'ECONOMIE
Feuille de route économie circulaire. 50 mesures pour une économie 100% circulaire.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/feuille-route-economie-circulaire-frec#>
Paris2018 - 43 p.
- La feuille de route pour l'économie circulaire (FREC) décline de manière opérationnelle la transition à opérer pour passer d'un modèle économique linéaire « fabriquer, consommer, jeter » à un modèle circulaire qui intégrera l'ensemble du cycle de vie des produits, de leur écoconception à la gestion des déchets, en passant par leur consommation en limitant les gaspillages.*
- 23829 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
PRAG (A), ROTTGERS (D), SCHERRER (I)
State-Owned Enterprises and the Low-Carbon Transition.
Paris, OCDE, 2018 - 57 p., bibliogr., tabl., graph.
col. : *OECD Environment Working Papers* n° 129
- 23805 GOLLIER (C)
Ethical asset valuation and the good society.
New York, Columbia University Press, 2017 - 215 p., index, bibliogr.
- Cet ouvrage développe une méthode puissante pour transformer nos objectifs sociétaux de prospérité collective en pierre angulaire de notre prise de décision financière. L'auteur commence par énoncer des principes moraux transparents et, à partir de ceux-ci, dérivent des règles simples qui peuvent être utilisées pour évaluer les décisions d'épargne et d'investissement en termes de bien public. Il explique ce que devraient être les prix des actifs afin de diriger le capital vers des investissements socialement désirables. Il se concentre en particulier sur les deux prix qui déterminent la plupart des décisions financières – le prix du temps reflété dans le taux d'intérêt et le prix du risque – et explore le rôle que ceux-ci jouent dans notre planification à long terme.*

S'appuyant sur la critique de la pensée à court terme des marchés financiers, Christian Gollier suggère des moyens de transférer les investissements vers l'avenir en actualisant l'évaluation des actifs et des investissements avec des avantages à long terme. Dans ce travail sophistiqué mais accessible, il construit un pont entre l'économie du bien-être et la théorie financière pour fournir un cadre d'évaluation éthique capable d'établir quels prix des actifs devraient être basés sur nos valeurs morales communes.

MILIEU NATUREL

23823

DRON (D), GUERIN (AJ), ANTONI (V), KRASZEWSKI (M)

Sols en danger : réduire l'artificialisation des sols.

Paris, Annales des mines, 2018 - 94 p., fotogr., graph.

Annales des Mines - Responsabilité et Environnement (91)

Cet ouvrage présente et analyse les risques et les enjeux liés à l'artificialisation des sols à travers l'analyse et les préconisations d'experts.

- Les sols au cœur de la zone critique de la Terre.
- Fertilité des sols : la qualité par la vie.
- L'état des sols en France : l'artificialisation et les autres sources de dégradation.
- Les sols, facteurs d'atténuation ou, au contraire, d'aggravation du changement climatique.
- Le statut juridique des sols face à l'artificialisation : état des lieux et perspectives.
- Orientations et outils de gestion de la consommation d'espace au plan national.
- Les friches industrielles : une nouvelle ressource secondaire ?
- Favoriser la réutilisation des friches commerciales.
- La fiscalité peut-elle contribuer à limiter l'artificialisation des sols ?
- Avis du CESE (du 13 mai 2015) : « La bonne gestion des sols agricoles, un enjeu de société ».
- La réhabilitation des terres dégradées dans les zones sèches.
- La consommation d'espaces naturels en Ile-de-France : bilan, enjeux, outils.
- Préserver la terre, stimuler l'activité agricole : 30 ans d'aménagement et d'urbanisme dans le département des Bouches-du-Rhône.
- Quelle gouvernance pour les relations des villes avec leur hinterland ?
- Réduire l'étalement urbain : mission (im)possible ?
- Après la remédiation, le double enjeu de la restauration et de la requalification des sols.
- Land and soil jeopardized : Anthropic pressures.

POLLUTIONS – NUISANCES

23811

GALGANI (F), POITOU (I), COLASSE (L)

Une mer propre, mission impossible ? 70 clés pour comprendre les déchets en mer.

Versailles, Editions Quae, 2013 - 175 p., cartes, fotogr.

col. : Clés pour comprendre

Un éclairage sur la pollution des mers. Les auteurs abordent la question des déchets, leur nature, leur dégradation en microparticules, leurs impacts sur la faune et sur les activités littorales, ainsi que leurs conséquences sur l'environnement, la santé, la pêche et la navigation.

RECHERCHE – INNOVATION

23826

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

Science, technologie et innovation : perspectives de l'OCDE 2016.

Paris, OCDE, 2018 - 207 p., graph., tabl., bibliogr.

col. : Avis et rapports

Cette étude a pour objectif d'informer les décideurs et les analystes sur les changements récents et possibles des modèles de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) au niveau mondial. Elle permet de mesurer leurs implications potentielles sur les politiques nationales et internationales.

Elle fournit une analyse comparative des nouvelles politiques et instruments utilisés dans les pays de l'OCDE et dans un certain nombre de grandes économies émergentes (Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Fédération de Russie et Afrique du Sud), afin de renforcer la contribution de la science et de l'innovation à la croissance et à l'adressage des défis mondiaux et sociaux. Les performances des pays sont référencées et examinées sur la base d'informations et d'indicateurs actualisés, mais également à partir des récents développements nationaux en matière de politique d'innovation. L'édition 2016 se caractérise par une approche plus prospective en mettant l'accent sur les tendances et leurs conséquences sur l'économie mondiale, le financement de l'innovation, l'avenir de la société et ses relations avec la science, la technologie et l'innovation.

SOCIÉTÉ

- 23798 BLONDIAUX (L), TRAINI (C)
La démocratie des émotions.
Paris, Presses de Sciences Po, 2018 - 245 p., bibliogr.
col. : *Collection académique*
- Cet ouvrage étudie comment la démocratie participative et ses organes de décision et de réflexion (conseil de quartier, conférences de consensus, dialogues citoyens, etc.) font appel aux émotions tout autant qu'à l'expertise. Les contributeurs analysent la façon dont ces émotions sont accueillies, formalisées et maîtrisées à partir de cas concrets : projets éoliens, jurys populaires, etc.*
- 23797 MAZEAUD (A), NONJON (M)
Le marché de la démocratie participative.
Vulaines-sur-Seine, Editions du Croquant, 2018 - 365 p., ill.
col. : *Sociopo*
- La démocratie participative ne s'affiche plus seulement dans les discours, elle s'incarne dans des règles juridiques, des dispositifs participatifs, des services administratifs, des échanges marchands, etc. Agents publics, consultants ou encore salariés de grandes entreprises d'aménagement deviennent des acteurs professionnels de la démocratie participative et entretiennent cette offre de participation instaurant un marché avec ses règles et ses dispositifs.*
- 23791 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Atteindre l'égalité femmes-hommes. Un combat difficile.
<http://www.oecd.org/fr/publications/atteindre-l-egalite-femmes-hommes-9789264203426-fr.htm>
Paris, OCDE, 2017 - 333 p., bibliogr., graph., tabl.
col. : *Avis et rapports*
- Les inégalités entre les femmes et les hommes persistent dans tous les domaines de la vie sociale et économique et dans tous les pays. Ce rapport propose des recommandations pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes en matière d'éducation, d'emploi, d'entrepreneuriat et dans la vie publique à travers une série d'indicateurs. Parmi les thèmes traités figurent la violence contre les femmes, la budgétisation sexo-spécifique, le partage inégal du travail non rémunéré, la situation des femmes sur le marché du travail et au sein des migrations internationales. Compte tenu de la lenteur des progrès, il importe que les pouvoirs publics intensifient leur action pour réaliser les objectifs de parité.*
- 23822 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
CANTERA (E), SCHMITZ (S), BEUSELINCK (E), GERSON (D), RIVERA PEREZ (JA), UBALDI (B), BERRYHILL (J), DAGLIO (M), MATASICK (C), HUGHES (T), GOESSMANN (D), SANTONJA (P)
Gouvernement ouvert. Contexte mondial et perspectives.
Paris, OCDE, 2017 - 324 p., tabl., graph., bibliogr.
col. : *Avis et rapports*

Ce rapport propose une analyse approfondie et fondée sur des données probantes des initiatives menées en matière de gouvernement ouvert et des obstacles que les pays doivent surmonter pour mettre ces initiatives en œuvre et les coordonner. Il examine également les nouvelles tendances dans les pays membres de l'OCDE, ainsi que dans certains pays d'Amérique latine, de la région MENA et d'Asie du Sud-Est. À partir de l'Enquête 2015 de l'OCDE sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, ce rapport met en évidence de futurs axes de travail, et notamment l'action à mener pour mobiliser et associer toutes les branches de l'administration et tous les niveaux d'administration, afin de passer d'un gouvernement ouvert à un État ouvert ; la contribution que les principes et les pratiques du gouvernement ouvert peuvent apporter aux Objectifs de développement durable des Nations Unies ; le rôle des médias dans la création d'un environnement favorable pour les initiatives liées au gouvernement ouvert ; et le rôle croissant des institutions infranationales dans la mise en œuvre de réformes couronnées de succès en matière de gouvernement ouvert.

TOURISME

23788

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
BOUCHAUT-CHOISY (I)

Promouvoir le tourisme durable dans les Outre-mer.

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/promouvoir-le-tourisme-durable-dans-les-outre-mer>

Paris, Journal officiel, 2018 - 160 p., ann., bibliogr., graph., cartes

col. : Avis et rapports

Le modèle touristique ultramarin basé sur la recherche de massification et une offre commerciale de plus en plus concurrencée, montre à présent ses limites. Dans cet avis, le CESE plaide pour un tourisme durable et économiquement viable, qui réponde aux défis environnementaux et climatiques, en tenant compte de ses impacts actuels et futurs. Le CESE préconise de mettre l'identité culturelle et la richesse de la biodiversité des Outre-mer au cœur de leur stratégie. Pour cela, la formation, l'implication et la sensibilisation des populations sont essentielles à cette démarche. L'avis se fixe comme objectif de recenser les pistes permettant cette transition. Il s'agit d'identifier les outils et de créer les conditions de mise en place de stratégies futures car la transformation du tourisme Outre-mer ne se décrète pas et doit faire l'objet d'une préparation à long terme pour se formaliser en plans pluriannuels dans chaque territoire.

TRANSPORT

POLITIQUE DES TRANSPORTS

De la diversité des politiques de transport en Europe et de leurs effets.

Bulletin de l'Observatoire des politiques et stratégies de transport en Europe n° 47, p. 1-6
01/04/2018

Les événements marquants en 2016-2017 : le caractère constant du système de transport en Europe, c'est le changement !

Bulletin de l'Observatoire des politiques et stratégies de transport en Europe n° 45, p. 1-6
01/10/2017

TRANSPORT DE VOYAGEURS

La soutenabilité financière des transports collectifs de voyageurs.

Bulletin de l'Observatoire des politiques et stratégies de transport en Europe n° 46, p. 1-6
01/01/2018

SÉRIES STATISTIQUES – Mises à jour

GENERALITES

ÉCONOMIE

- 4588 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Comptes nationaux des pays de l'OCDE.
Volume 1 : principaux agrégats 2018.
Volume 2 : tableaux détaillés 2009-2016.
Paris, OCDE, 2018 - pag. mult.

AMÉNAGEMENT

CONSTRUCTION – LOGEMENT

- 22519 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au premier trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 146 - juin 2018.
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au quatrième trimestre 2017. DATALAB Essentiel n° 140 - mars 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/logement-construction-note-conjoncture-immobilier-logement.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 7 p., graph.
col. : *DATALAB Essentiel - Logement-Construction*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- 23795 BANQUE MONDIALE
Atlas of Sustainable Development Goals 2018 from World Development Indicators.
<https://blogs.worldbank.org/opendata/2018-atlas-sustainable-development-goals-all-new-visual-guide-data-and-development>
Washington DC, Banque mondiale, 2018 - 76 p., graph., tabl.
L'Atlas des objectifs de développement durable est un guide sur les tendances, les défis et les comparaisons de données liés à chacun des 17 objectifs de développement durable à l'échelle mondiale. Il est constitué de cartes, graphiques, indicateurs de développement durable et d'analyses pour suivre la progression des pays à travers les 17 objectifs de développement durable. Les données y sont présentées par pays, région, groupe de revenu et souvent désagrégées par sexe, richesse et géographie.

ÉNERGIE – MATIÈRES PREMIÈRES

- 23539 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Bilan énergétique de la France métropolitaine en 2017. Données provisoires.
DATALAB Essentiel n° 143 - avril 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2753/969/bilan-energetique-france-metropolitaine-2017-donnees.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 1-4
col. : *DATALAB Essentiel - Energie*

- 22525 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture énergétique. Deuxième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 148 - août 2018. Conjoncture énergétique. Premier trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 145 - mai 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/note-conjoncture.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 10 p., graph., tabl., lexique
col. : DATALAB Essentiel - Energie
- 23825 AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
World Energy Investment 2018.
Paris, Agence internationale de l'énergie, OCDE, 2018 - 247 p., bibliogr., graph., tabl., ann.
Cette publication fournit une multitude de données et d'analyses facilitant l'aide à la décision des gouvernements, de l'industrie énergétique et des institutions financières. Elle met en évidence la manière dont les décisions d'investissement prises interagissent sur l'offre et la demande d'énergies futures. L'édition de cette année met en lumière une autre année de baisse des investissements en 2017 dont les conséquences sur les objectifs de sécurité énergétique et de développement durable sont significatives. Cet ouvrage apporte ainsi un éclairage sur une série de questions inhérentes à l'impact des politiques et des investissements énergétiques sur les objectifs de transition.

ÉNERGIE RENOUVELABLE

- 20791 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Chiffres clés des énergies renouvelables. Édition 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2764/994/chiffres-cles-energies-renouvelables-edition-2018-1.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 83 p., graph., cartes, tabl., web, lexique
col. : DATALAB - Energie
Cette cinquième édition des « Chiffres clés des énergies renouvelables » rassemble les statistiques les plus récentes du Service de la donnée et des études statistiques. Les trois parties de ce document permettent de situer les énergies renouvelables dans le « bouquet énergétique » de la France et de mesurer sa trajectoire vers sa cible d'ici 2020, de présenter les différentes filières des énergies renouvelables et enfin de situer la France par rapport à ses voisins européens et au reste du monde.
- 17189 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, CAISSE DES DEPOTS, COMMISSION EUROPEENNE
OBSERVATOIRE DES ENERGIES RENOUVELABLES
État des énergies renouvelables en Europe. Edition 2017 – 17e bilan EurObserv'ER. Cédérom.
<http://www.energies-renouvelables.org/barometre.asp>
Paris, Observ'ER, 2018 - 289 p., tabl., graph., web
*EurObserv'ER collecte des données et réalise des analyses sur la part des énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie finale de l'Union européenne. Pour les douze filières des énergies renouvelables dans les différents pays de l'Union européenne, sont fournis des indicateurs énergétiques, socio-économiques (emplois, chiffres d'affaires) et d'investissements.
En outre depuis 2013, un chapitre présente des exemples de mécanismes de financement innovants dans les énergies renouvelables.
Le cédérom présente aussi six baromètres (éolien, photovoltaïque, solaire thermique et héliothermodynamique, biocarburants, pompes à chaleur, biomasse solide)..*

ENVIRONNEMENT

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

- 23541 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2016 : premiers résultats. DATALAB Essentiel n° 144 - mai 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/environnement/s/economie-emploi-formationen-eco-activites-emploi.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 6 p., tabl., graph.
col. : *DATALAB Essentiel - Environnement*
- 22986 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, COMMISSION DES COMPTES ET DE L'ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT
Les comptes de l'économie de l'environnement en 2015.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1926/1098/ensemble-comptes-lenvironnement.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 35 p., tabl., graph., lexique, bibliogr., ann.
col. : *DATALAB - Environnement*
- Les objectifs du rapport annuel de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (CCEE) sont l'évaluation et la description des ressources affectées par la Nation à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, la description du financement des coûts liés à ces activités et la mesure de la production des activités ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.*
Le rapport se compose de deux parties :
– les dépenses de protection de l'environnement et de gestion des ressources,
– les dossiers portant sur les énergies renouvelables, les éco-activités et l'emploi environnemental, les métiers de l'économie verte.
En 2015, la dépense de protection de l'environnement atteint 46,7 milliards, en progression annuelle moyenne de 3,1 %, alors que le PIB progresse de 2,6 % en moyenne annuelle sur cette même période. Cependant, le développement de cette économie marque le pas depuis le début de la décennie. La dépense de protection de l'environnement stagne depuis 2012. L'importance de cette économie reste par ailleurs modérée : 1,7 % de l'emploi total et 1,5 % du produit intérieur brut. De surcroît, l'impact net sur l'économie n'est pas directement mesurable car des créations d'emplois peuvent compenser des disparitions dans d'autres secteurs.
- 23792 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
L'empreinte matières, un indicateur révélant notre consommation de matières premières. DATALAB Essentiel n° 142 - avril 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2753/1161/lempreinte-matieres-indicateur-revelant-notre-consommation.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 4 p., graph.
col. : *DATALAB Essentiel - Environnement*

RECHERCHE – INNOVATION

23824

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Principaux indicateurs de la science et de la technologie. Volume 2018/1.
Paris, OCDE, 2018 - 135 p., tabl., graph., ann.

Cette série présente un jeu d'indicateurs reflétant le niveau et la structure des efforts menés par les pays de l'OCDE et par sept économies non membres (Afrique du Sud, Argentine, Chine, Fédération de Russie, Roumanie, Singapour, Taipei chinois) dans les domaines de la science et de la technologie. Il s'agit de résultats définitifs ou provisoires, et de prévisions établies par les gouvernements. Les indicateurs couvrent plus particulièrement les ressources consacrées aux activités de recherche-développement, les familles de brevets, la balance des paiements technologiques et le commerce international dans les industries intensives en recherche-développement. Cette publication intègre également quelques statistiques économiques de base utilisées pour le calcul des indicateurs. Les séries couvrent une année de référence et les six dernières années pour lesquelles les données sont disponibles.

TRANSPORT

ÉCONOMIE DU TRANSPORT

7953

DREAL Bretagne Observatoire régional des transports
Les transports en Bretagne - Mémento 2017.

<http://www.observatoire-transport-bretagne.fr/memento-sur-les-transport-en-bretagne-a94.html>
Rennes, DRE, DREAL, ORT Bretagne, 2018 - 54 p., cartes, tabl., graph.

– *Activité : indicateurs socio-économiques, entreprises de transport, immatriculations et parc de véhicules, ventes de produits pétroliers, sécurité routière, formation, contrôle du transport routier, trafic routier, environnement et transports, l'emploi dans les transports ;*

– *Voyageurs : transport aérien, ferroviaire, urbain, interurbain, maritime, déplacements domicile-travail, voyages à longue distance, covoiturage, carte des infrastructures de transport ;*

– *Marchandises : flux intra-régionaux, inter-régionaux, internationaux, activité des ports et aéroports, logistique.*

22518

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques

Conjoncture des transports. Le secteur des transports ralentit au premier trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 147 - juillet 2018.

Conjoncture des transports. Les transports restent en hausse au quatrième trimestre 2017. DATALAB Essentiel n° 141 - avril 2018.

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/transport-note-conjoncture-transport.html>

Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 12 p., graph., tabl.
col. : DATALAB Essentiel - Transport

TRANSPORT MARITIME – PORT MARITIME

14570

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Flotte de commerce sous pavillon français - janvier 2018.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/marine-marchande-en-france#e5>

Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 166 p., graph., tabl., ann.

La Mission de la Flotte de commerce collecte les données concernant l'état de la flotte de commerce sous pavillon français et édite depuis juillet 2000 les documents statistiques selon une périodicité semestrielle.

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

22916

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Bilan social annuel du transport routier de marchandises. Données 2016 - Édition 2018.

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/entreprises-emploi-emploi-social.html>

Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 106 p., ann., graph., tabl., bibliogr., lexique, web

col. : DATALAB - Transport

Créé en 1994-1995 pour répondre à la demande des partenaires sociaux, le Bilan social annuel du transport routier de marchandises offre, pour le secteur des transports routiers de marchandises, un cadrage économique ainsi que des données et analyses sur l'évolution des emplois, du marché du travail, des revenus, de la formation des salariés et des accidents.

VIENT DE PARAÎTRE AU CGDD

AMÉNAGEMENT

CONSTRUCTION – LOGEMENT

- 22519 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au premier trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 146 - juin 2018.
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au quatrième trimestre 2017. DATALAB Essentiel n° 140 - mars 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/logement-construction-note-conjoncture-immobilier-logement.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, Ministère de l'environnement, 2018 - 7 p., graph.
col. : DATALAB Essentiel - Logement-Construction

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- 22538 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE
Point d'étape de la France sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Juillet 2018.
<https://www.agenda-2030.fr/sites/default/files/2018-07/Point%20d'%C3%A9tape%20France%20FPHN%202018.pdf>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 125 p.

La France a soutenu l'adoption en septembre 2015 par les Nations Unies de "l'Agenda 2030 du développement durable", qui fixe 17 objectifs de développement durable (ODD) afin d'éradiquer l'extrême pauvreté, combattre les inégalités et préserver la planète. Cette démarche s'inscrit dans le prolongement des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) mis en oeuvre depuis 2000. A la différence des OMD, les ODD ont une dimension universelle et couvrent l'ensemble des enjeux de développement dans tous les pays.

Fruit d'un travail collaboratif incluant le gouvernement, l'administration centrale et l'ensemble des acteurs non étatiques, ce rapport 2018 est composé de trois parties. La première porte sur la contribution de l'État, ce dernier participe à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de manière cohérente et transversale, et met en place des dispositifs de suivi et d'évaluation afin d'apprécier la progression vers les cibles fixées. La seconde partie s'attache à présenter, pour les 6 objectifs de développement durable ciblés par le Forum Politique de Haut-niveau, un état des lieux, des éléments stratégiques et des actions principales mises en œuvre dans l'Hexagone, dans les territoires d'outre-mer et à l'international. Enfin la troisième partie reprend le rapport « Appropriation des ODD par les acteurs français » élaboré par une large palette d'acteurs non étatiques dont l'intérêt est d'explicitier la mise en œuvre de l'Agenda 2030 par la société civile et de constater l'évolution du niveau de connaissances des acteurs sur les ODD par rapport à 2017. L'état d'appropriation des ODD est analysé d'une part selon les types d'acteurs, et d'autre part selon une approche thématique, ODD par ODD.

ÉNERGIE – MATIÈRES PREMIÈRES

- 23539 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Bilan énergétique de la France métropolitaine en 2017. Données provisoires.
DATALAB Essentiel n° 143 - avril 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2753/969/bilan-energetique-france-metropolitaine-2017-donnees.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 1-4
col. : DATALAB Essentiel - Energie

- 23809 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS
RICHAUD (I), TESSIER (N)
Réseaux électriques intelligents. Quelles compétences pour une filière électricité plus agile ?
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 67 p., ann., bibliogr.
col. : *THEMA Analyse - Energie*
- Le déploiement des réseaux électriques intelligents (REI ou « smart grids ») est indispensable à l'atteinte des objectifs nationaux et européens en matière de transition énergétique. Ces technologies peuvent permettre de gérer la complexité des flux introduits dans les réseaux d'électricité par les énergies renouvelables décentralisées. Se situant à la convergence des technologies des systèmes électriques et de celles de l'information et de la communication, les réseaux électriques intelligents conduisent à une véritable reconfiguration du secteur de l'électricité en faisant intervenir de nouveaux acteurs et de nouveaux métiers, et rendent nécessaire l'acquisition de nouvelles compétences pour certains professionnels de la filière.*
- 22525 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture énergétique. Deuxième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 148 - août 2018. Conjoncture énergétique. Premier trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 145 - mai 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/note-conjoncture.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, Ministère de l'environnement, 2018 - 10 p., graph., tabl., lexique
col. : *DATALAB Essentiel - Energie*

ÉNERGIE RENOUVELABLE

- 20791 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Chiffres clés des énergies renouvelables. Édition 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2764/994/chiffres-cles-energies-renouvelables-edition-2018-1.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 83 p., graph., cartes, tabl., web, lexique
col. : *DATALAB - Energie*
- Cette cinquième édition des « Chiffres clés des énergies renouvelables » rassemble les statistiques les plus récentes du Service de la donnée et des études statistiques. Les trois parties de ce document permettent de situer les énergies renouvelables dans le « bouquet énergétique » de la France et de mesurer sa trajectoire vers sa cible d'ici 2020, de présenter les différentes filières des énergies renouvelables et enfin de situer la France par rapport à ses voisins européens et au reste du monde.*

ENVIRONNEMENT

- 23783 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
PAUTARD (E), MARTIN (S), GINSBURGER (M), PETEV (I), ROLLAND (A), GAUCHE (M), BRICE (L), CROUTTE (P), HOIBAN (S), BARBIER (C), BRUYERE (S), CERON (JP), DUBOIS (G), LITVINE (D), LOUIS (V), MANGOLD (M)
Modes de vie et pratiques environnementales des Français.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2766/1303/modes-vie-pratiques-environnementales-francais.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 99 p., bibliogr., graph., tabl.
col. : *THEMA Analyse - Environnement*

Dans quelle mesure la société française a-t-elle changé son rapport à l'environnement au cours des deux dernières décennies ? Comment cela s'est-il traduit concrètement ? La préoccupation des Français à l'égard de l'environnement influe-t-elle sur leurs actes quotidiens ? Parallèlement à la mise en œuvre de politiques publiques et de réglementations encadrant les activités polluantes, les ménages s'impliquent-ils à leur échelle pour limiter leur impact sur l'environnement ? Quelle place pour la sobriété des usages dans une société de consommation ? Les citoyens disposent-ils tous des mêmes capacités à agir pour protéger l'environnement ?

Venus d'horizons variés, les contributeurs de cette publication s'emploient à répondre à ces différentes questions en s'intéressant tout autant aux effets de génération, aux évolutions historiques, aux pratiques alimentaires ou aux équipements électriques des ménages. Articulant travaux statistiques et recherches scientifiques, méthodes quantitatives et approches qualitatives, analyses intégrées et études de cas, cette publication collective expose la complexité du rapport qu'entretiennent, au quotidien, les Français avec l'enjeu environnemental.

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

- 23541 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2016 : premiers résultats.
DATALAB Essentiel n° 144 - mai 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/environnement/s/economie-emploi-formations-eco-activites-emploi.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 6 p., tabl., graph.
col. : DATALAB Essentiel - Environnement
- 22986 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, COMMISSION DES COMPTES ET DE L'ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT
Les comptes de l'économie de l'environnement en 2015.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1926/1098/ensemble-comptes-lenvironnement.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 35 p., tabl., graph., lexique, bibliogr., ann.
col. : DATALAB - Environnement
- Les objectifs du rapport annuel de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (CCEE) sont l'évaluation et la description des ressources affectées par la Nation à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, la description du financement des coûts liés à ces activités et la mesure de la production des activités ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.*
Le rapport se compose de deux parties :
– les dépenses de protection de l'environnement et de gestion des ressources,
– les dossiers portant sur les énergies renouvelables, les éco-activités et l'emploi environnemental, les métiers de l'économie verte.
En 2015, la dépense de protection de l'environnement atteint 46,7 milliards, en progression annuelle moyenne de 3,1 %, alors que le PIB progresse de 2,6 % en moyenne annuelle sur cette même période. Cependant, le développement de cette économie marque le pas depuis le début de la décennie. La dépense de protection de l'environnement stagne depuis 2012. L'importance de cette économie reste par ailleurs modérée : 1,7 % de l'emploi total et 1,5 % du produit intérieur brut. De surcroît, l'impact net sur l'économie n'est pas directement mesurable car des créations d'emplois peuvent compenser des disparitions dans d'autres secteurs.
- 23831 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE
Économie circulaire. Plan ressources pour la France 2018. Mise en œuvre de la feuille de route économie circulaire.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/feuille-route-economie-circulaire-frec#e0>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 64 p., ann., graph., tabl., lexique

Le plan ressources pour la France se focalise sur 3 catégories de ressources naturelles : la biomasse à usage non alimentaire, les sols et les ressources minérales non énergétiques. Il identifie, en particulier, des pistes d'actions visant à utiliser moins et mieux les ressources naturelles en cohérence avec l'article 74 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).

Le gouvernement s'est engagé dans une politique de déploiement de l'économie circulaire dans lequel le plan national des ressources trouve toute sa place. La « feuille de route de l'économie circulaire », publiée le 23 avril 2018, concrétise de nombreuses pistes d'actions du Plan. Elle engage d'importants leviers pour, d'une part, réduire la consommation de ressources naturelles (promotion de la sobriété, limitation des gaspillages, transformation des déchets en ressources), et, d'autre part, développer, particulièrement dans nos territoires, une offre responsable de matières premières primaires et secondaires par une mise en œuvre des meilleurs standards environnementaux et sociaux.

- 23792 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
L'empreinte matières, un indicateur révélant notre consommation de matières premières. DATALAB Essentiel n° 142 - avril 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2753/1161/lempreinte-matieres-indicateur-revelant-notre-consommation.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 4 p., graph.
col. : *DATALAB Essentiel - Environnement*

- 23782 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE
DELANGUE (J), TEILLAC DESCHAMPS (P)
EFESE. Le service de régulation de l'érosion côtière en Aquitaine.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e3>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 63 p., cartes, lexique, bibliogr.
col. : *THEMA Analyse - Biodiversité*

Cette étude porte sur les écosystèmes sableux en Aquitaine. Elle met en lumière le rôle que peuvent jouer ces écosystèmes dans la régulation de l'évolution du trait de côte dans une région où cet enjeu constitue une préoccupation forte. La comparaison du rôle des écosystèmes à celui joué par des ouvrages de protection montre que non seulement les ouvrages ont une action plus limitée dans le temps et dans l'espace que les écosystèmes mais qu'en outre ils affectent les écosystèmes littoraux ainsi que la dynamique sédimentaire.

Cette étude souligne également un besoin d'amélioration des connaissances afin de faciliter l'intégration des écosystèmes littoraux et leur gestion dans les processus de planification et de décision qui sont mis en place pour faire face à l'érosion littorale.

MILIEU NATUREL

- 23832 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
JARDI (X)
Parcs nationaux. Quelles pistes de financements additionnels ?
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 171 p., ann., tabl., graph., bibliogr.
col. : *THEMA Analyse - Biodiversité*

Le contexte budgétaire difficile que traversent les parcs nationaux français constitue une pression sur leur capacité à remplir l'intégralité de leurs missions.

Cette étude identifie une liste non exhaustive de mécanismes à fort potentiel pour les parcs, sélectionnés pour leur caractère opérationnel, leur potentiel de levée de fonds, leur pertinence par rapport aux objectifs des parcs et parce qu'ils présentent des contraintes surmontables pour les opérateurs. Fonds et programmes européens, mécénat, financement participatif et diverses formes de droits d'accès appartiennent à cette catégorie.

D'autres pistes qui semblent prometteuses nécessitent une réflexion approfondie à la fois pour limiter les risques d'image auxquels les parcs pourraient être exposés, et également pour mieux cerner leur potentiel. C'est le cas de la concession ainsi que des contrats de partenariat avec les entreprises (sponsoring, naming).

23802

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation

BARON (N), HENOCQUE (Y), VEYRE (P)

Pour un développement équilibré des espaces littoraux et maritimes. Connaître pour agir : enseignements du programme de recherche LITEAU 2012-2016.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>

Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 66 p., ann., graph.

col. : *THEMA Analyse - Mer*

Programme : LITEAU

Le programme de recherche LITEAU soutient depuis 1998 des recherches finalisées en appui aux politiques publiques pour le développement durable de la mer et des littoraux.

Le présent Théma fait suite à la publication de deux ouvrages qui synthétisent les principaux acquis des projets financés entre 2003 et 2012 :

– Apports du programme LITEAU à la gestion durable de la mer et du littoral : projets de recherche 2004-2012 publié dans la collection Références en mars 2015 (voir cote 21929) ;

– Apports du programme LITEAU à la gestion durable de la mer et du littoral : projets de recherche 2009-2013 publié en décembre 2015 (voir cote 22410).

Cette nouvelle publication détaille les résultats des six projets de recherche retenus dans le quatrième appel à propositions de recherche de LITEAU (2012-2016) qui éclairent principalement deux sujets :

– la compréhension des processus physiques influençant la structure spatiale des espèces marines à la gestion des aires marines protégées ;

– les recompositions et représentations des territoires littoraux dans le temps et dans l'espace.

Elle présente également la synthèse du colloque qui s'est tenu à Brest les 14 et 15 janvier 2016 portant sur l'observation et la recherche en appui aux politiques publiques du littoral et de la mer.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR LA

BIODIVERSITE, AGENCE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITE

DHASKALI (M), RAYE (G), VIAL (I), LANDRIEU (G), AUBERTIE (S)

Sciences pour l'action : les rencontres prospectives pour la biodiversité.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e3>

THEMA Essentiel - Biodiversité, p. 1-4

01/04/2018

Les rencontres "Sciences pour l'action" sont organisées par le Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES), l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB), dans le cadre de la loi d'août 2016 pour la reconquête de la biodiversité et de la révision de politiques publiques liées à la biodiversité-climat-littoral. L'objectif est de produire des recommandations pour soutenir la production et la diffusion de connaissances et améliorer la mise en œuvre de l'action publique en faveur de la biodiversité.

TRANSPORT

ÉCONOMIE DU TRANSPORT

- 22518 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques,
Conjoncture des transports. Le secteur des transports ralentit au premier trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 147 - juillet 2018.
Conjoncture des transports. Les transports restent en hausse au quatrième trimestre 2017. DATALAB Essentiel n° 141 - avril 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/transports-note-conjoncture-transport.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 12 p., graph., tabl.
col. : *DATALAB Essentiel - Transport*

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

- 22916 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER
Bilan social annuel du transport routier de marchandises. Données 2016 - Édition 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/entreprises-emploi-emploi-social.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 106 p., ann., graph., tabl., bibliogr., lexique, web
col. : *DATALAB - Transport*
- Créé en 1994-1995 pour répondre à la demande des partenaires sociaux, le Bilan social annuel du transport routier de marchandises offre, pour le secteur des transports routiers de marchandises, un cadrage économique ainsi que des données et analyses sur l'évolution des emplois, du marché du travail, des revenus, de la formation des salariés et des accidents.*

**Ministère de la Transition
écologique et solidaire**
92055 La Défense CEDEX
Tél. : 01 40 81 21 22

